

4° le § 6 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans la période du 1<sup>er</sup> avril 2007 jusqu'au 31 décembre 2007 inclus, il est interdit que dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de soles limandes et de plies cynoglosses par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche, dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 800 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2007 et cessera d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008 à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>.

Bruxelles, le 23 mars 2007.

Le Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche maritime  
et de la Politique de la Ruralité,  
Y. LETERME

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1427

[2007/200979]

**22 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant réfection de diverses dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, annulées par le Conseil d'Etat**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 janvier 2004, 1<sup>er</sup> avril 2004, 27 mai 2004, 15 avril 2005, 19 mai 2005, 7 juillet 2005, 23 février 2006 et 31 août 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 mars 2007;

Vu le protocole n° 476 du Comité de secteur n° XVI, établi le 25 janvier 2007;

Vu l'avis n° 42.233/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 février 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 80 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, les alinéas suivants sont insérés à la place des anciens alinéas 3 et 4, annulés par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 162.616 du 22 septembre 2006 :

« L'agent doit réunir les conditions prévues par le présent Livre I<sup>er</sup> pour occuper un emploi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Il ne bénéficie pas d'une nouvelle nomination. Il est affecté par le Gouvernement à la date de l'intégration, par dérogation aux dispositions des Titres II et III du présent Livre. »

Les modalités du présent Livre relatives au transfert s'appliquent mutatis mutandis aux personnes intégrées. »

**Art. 2.** Un article 115, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté à la place de l'ancien article 115, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 162.616 du 22 septembre 2006 :

« Art. 115. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine, dans l'appel aux candidats :

1° le nombre d'épreuves et de parties d'épreuve ainsi que leur contenu;

2° le nombre de points attribués à l'ensemble du concours ainsi qu'à chacune des épreuves et des parties d'épreuve;

3° le cas échéant, le nombre maximum de candidats retenus au terme de la première épreuve.

Si plusieurs candidats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place le nombre maximum de candidats retenus est augmenté en leur faveur;

4° le ou les diplômes ou certificats d'études exigés, suivis de la mention "ou autre diplôme ou certificat d'études équivalent".

§ 2. Les candidats doivent obtenir au moins 50 % des points à chaque épreuve et partie d'épreuve et 60 % des points pour l'ensemble des épreuves.

§ 3. Pour les épreuves et parties d'épreuve dont la correction est automatisée, le jury ne peut, sans motivation, arrondir la cote obtenue.

§ 4. Les candidats sont classés dans la réserve sur la base du total des points obtenus à l'ensemble des épreuves de base. En cas d'égalité des points, le candidat le plus âgé est classé premier. »

**Art. 3.** Un article 173, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté à la place de l'ancien article 173, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 162.616 du 22 septembre 2006 :

« Art. 173. Tout supérieur hiérarchique peut entamer une action disciplinaire et formuler une proposition provisoire de rappel à l'ordre, de blâme, de retenue de traitement, de déplacement disciplinaire, de rétrogradation, de démission d'office ou de révocation. Il joint à la proposition le procès-verbal de l'audition de l'agent soumis à la procédure, dûment signé par ce dernier, par l'agent proposant la sanction et par celui ayant fait office de secrétaire lors de l'audition.

Le secrétaire est porteur d'un grade au moins égal à celui de l'agent soumis à la procédure.

La proposition provisoire est transmise au président du comité de direction par la voie hiérarchique.

Tout agent participant à une audition est tenu au secret. »

**Art. 4.** Un article 174, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté à la place de l'ancien article 174, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 162.616 du 22 septembre 2006 :

« Art. 174. § 1<sup>er</sup>. Toute proposition définitive de rappel à l'ordre ou de blâme est établie par le supérieur hiérarchique de l'agent ou par le fonctionnaire général qui a émis la proposition provisoire.

§ 2. Toute proposition définitive de retenue de traitement, de déplacement disciplinaire, de rétrogradation, de démission d'office ou de révocation est établie par le comité de direction. »

**Art. 5.** Dans l'article 234 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré à la place de l'ancien alinéa 2, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 162.616 du 22 septembre 2006 :

« L'agent à qui est octroyée une échelle de traitement A6S ou A5S, qui demande à exercer un autre métier pour lequel des échelles de traitement A6 ou A5 sont prévues, perd le bénéfice des échelles de traitement A6S ou A5S dès qu'il exerce cet autre métier. Le présent alinéa ne s'applique pas à l'agent qui demande à exercer le métier de conseiller en prévention de premier niveau. »

**Art. 6.** Un article 310, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté à la place de l'ancien article 310, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 162.616 du 22 septembre 2006 :

« Art. 310. § 1<sup>er</sup>. Les procédures de promotion en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2004 sont poursuivies sur la base des dispositions qui leur étaient applicables avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

§ 2. Pour ce qui concerne la première attribution des promotions sous l'égide du présent code, les dispositions suivantes valent.

Dans les dix jours qui suivent l'entrée en vigueur du Code, le secrétaire général :

1° notifie à chaque agent une proposition qui fixe son métier et son pool sur la base de la fonction exercée;

2° notifie leur affectation, sur la base du cadre en vigueur, aux agents occupant un emploi de directeur;

3° communique au Gouvernement un projet d'arrêté qui reprend l'ensemble des propositions classées par pool et par rang ainsi que l'affectation des agents occupant un emploi de directeur.

L'agent qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification, introduire une réclamation motivée auprès du ministre de la Fonction publique.

Le Gouvernement fixe pour chaque agent, son métier, son pool et leur affectation pour les agents occupant un emploi de directeur.

§ 3. Jusqu'à la désignation des mandataires, les agents nommés à titre définitif aux emplois soumis à mandat ou qui y ont été désignés pour l'exercice de fonctions supérieures ou ad interim sont membres du Comité de direction. »

**Art. 7.** Dans l'article 313 du même arrêté, le paragraphe suivant est inséré à la place de l'ancien § 2, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 162.616 du 22 septembre 2006 :

« § 2. Les procédures de recrutement pour lesquelles les déclarations de vacance ont été faites avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 se poursuivent sur la base de l'arrêté du 17 novembre 1994 portant le statut des agents de la Région et des mesures dérogeantes prises sur la base de l'article 8, § 2, de cet arrêté. »

**Art. 8.** Un article 316, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté à la place de l'ancien article 316, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 162.616 du 22 septembre 2006 :

« Art. 316. Hormis le cas de rétrogradation, sont réputés définitivement titulaires du brevet de direction :

1° le directeur nommé sur la base des dispositions antérieures au présent arrêté;

2° les agents lauréats de l'examen de promotion au grade de directeur organisé en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des agents de la Région;

3° les agents qui ont été titulaires d'un grade de rang 11 ou d'un grade de rang 12 et qui comptent une ancienneté d'au moins neuf ans acquise dans le niveau 1 au 1<sup>er</sup> janvier 2004. »

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 2007.

**Art. 10.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mars 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1427

[2007/200979]

**22. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Erneuerung verschiedener durch den Staatsrat für nichtig erklärter Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2004, 1. April 2004, 27. Mai 2004, 15. April 2005, 19. Mai 2005, 7. Juli 2005, 23. Februar 2006 und 31. August 2006;

Aufgrund des am 10. März 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. März 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. März 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 25. Januar 2007 aufgestellten Protokolls Nr. 476 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 26. Februar 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 42.233/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 80 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden folgende Absätze anstelle der ehemaligen Absätze 3 und 4 die durch den Urteil des Staatsrats Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurden, eingefügt.

«Der Bedienstete muss den im vorliegenden Buch I vorgesehenen Bedingungen genügen, um eine in Absatz 1 erwähnte Stelle zu besetzen. Er erhält keine neue Ernennung. Er wird durch die Regierung am Tag der Integration in Abweichung der Bestimmungen der Titel II und III des vorliegenden Buches affektiert.

Die Modalitäten des vorliegenden Buches in Bezug auf die Übertragung finden mutatis mutandis auf die integrierten Personen Anwendung.»

**Art. 2** - Ein Artikel 115 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass anstelle des ehemaligen Artikels 115 der durch den Urteil des Staatsrats Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, eingefügt:

«Art.115. § 1 - Im Aufruf an die Bewerber bestimmt die Regierung:

1° die Anzahl Prüfungen und Prüfungsteile sowie deren Inhalt;

2° die Anzahl der Punkte, die der gesamten Prüfung, jeder einzelnen Prüfung und jedem Prüfungsteil zugeteilt werden;

3° gegebenenfalls die maximale Anzahl der Kandidaten, die nach der ersten Prüfung angenommen worden sind.

Bei Punktgleichheit für die Erteilung der letzten Stelle, wird die Anzahl der angenommenen Kandidaten zu ihren Gunsten erhöht;

4° das oder die verlangte(n) Diplome oder Studiennachweise mit die Angabe äoder ein anderes gleichwertiges Diplom oder ein anderer gleichwertiger Studiennachweis“.

§ 2 - Die Kandidaten müssen mindestens 50% der Punkte bei jeder Prüfung und jedem Prüfungsteil und 60% der Punkte für die Gesamtheit der Prüfungen erhalten.

§ 3 - Für die Prüfungen oder die Prüfungsteile, deren Korrektur automatisiert ist, kann die Jury die erhaltene Bewertung nicht ohne Begründung auf- bzw. abrunden.

§ 4 - Die Kandidaten werden auf der Grundlage der Summe der für die Gesamtheit der Basisprüfungen erhaltenen Punkte in die Reserve eingestuft. Bei Punktgleichheit wird der älteste Kandidat als erster eingestuft.»

**Art. 3** - Ein Artikel 173 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass anstelle des ehemaligen Artikels 173 der durch den Urteil des Staatsrats Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, eingefügt:

«Art. 173 - Jeder hierarchische Vorgesetzte kann ein Disziplinarverfahren einleiten und vorläufig eine Zurechtweisung, einen Verweis, eine Gehaltskürzung, eine Strafversetzung, eine Zurückstufung im Dienstgrad, eine Entlassung von Amts wegen oder eine Abberufung vorschlagen. Er fügt diesem Vorschlag das Protokoll der Anhörung des Bediensteten, der einem Disziplinarverfahren unterzogen wird, bei, das von diesem Bediensteten, von dem Bediensteten, der die Strafe vorschlägt und von dem Bediensteten, der bei der Anhörung als Sekretär tätig war, unterzeichnet wird.

Der Sekretär ist Inhaber eines Dienstgrades, der wenigstens dem Dienstgrad des Bediensteten, der einem Disziplinarverfahren unterzogen wird, entspricht.

Der vorläufige Vorschlag wird dem Vorsitzenden des Direktionsausschusses über den Dienstweg übermittelt.

Jeder Bedienstete, der bei der Anhörung zugegen ist, ist an die Schweigepflicht gebunden.»

**Art. 4** - Ein Artikel 174 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass anstelle des ehemaligen Artikels 174 der durch den Urteil des Staatsrats Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, eingefügt:

«Art. 174 - § 1 - Jeder endgültige Vorschlag einer Zurechtweisung oder eines Verweises wird von dem hierarchischen Vorgesetzten des Bediensteten oder von dem Generalbeamten, der den vorläufigen Vorschlag geäußert hat, erstellt.

§ 2 - Jeder endgültige Vorschlag einer Gehaltskürzung, einer Strafversetzung, einer Zurückstufung im Dienstgrad, einer Entlassung von Amts wegen oder einer Abberufung wird vom Direktionsausschuss erstellt.»

**Art. 5** - In Artikel 234 desselben Erlasses wird der folgende Absatz anstelle des ehemaligen Absatzes 2 der durch den Urteil des Staatsrates Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, eingefügt:

«Der Bedienstete, der einer Gehaltstabelle A6S oder A5S zugeordnet wird und der die Ausübung eines anderen Berufes beantragt, für den die Gehaltstabellen A6 oder A5 vorgesehen sind, wird nicht mehr den Gehaltstabellen A6S oder A5S zugeordnet, sobald er diesen anderen Beruf ausübt. Der vorliegende Absatz ist nicht anwendbar auf den Bediensteten, der die Ausübung des Berufes eines Gefahrenverhütungsberaters der ersten Stufe beantragt.»

**Art. 6** - Ein Artikel 310 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass anstelle des ehemaligen Artikels 310 der durch den Urteil des Staatsrates Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, eingefügt:

«Art. 310 - § 1 - Die am 1. Januar 2004 laufenden Beförderungsverfahren werden auf der Grundlage der auf sie vor dem 1. Januar 2004 anwendbaren Bestimmungen weitergeführt.

§ 2 - Was die erste Zuweisung von Beförderungen unter dem vorliegenden Kodex betrifft, gelten die folgenden Bestimmungen.

Innerhalb zehn Tagen nach dem Inkrafttreten des Kodex:

1° stellt der Generalsekretär jedem Bediensteten einen Vorschlag zu, der seinen Beruf und seinen Pool auf der Grundlage des ausgeübten Amtes festlegt;

2° teilt der Generalsekretär auf der Grundlage des geltenden Stellenplans den Bediensteten, die eine Stelle als Direktor besetzen, ihre Zuweisung mit;

3° stellt der Generalsekretär der Regierung einen Erlassentwurf zu, der die gesamten pro Pool und pro Dienstrang eingestuftten Vorschläge sowie die Zuweisung der Bediensteten, die eine Stelle als Direktor besetzen, anführt.

Der Bedienstete, der sich als benachteiligt betrachtet, ist berechtigt, innerhalb zehn voller Tage nach der oben erwähnten Zustellung beim Minister des öffentlichen Dienstes eine begründete Beschwerde einzureichen.

Die Regierung legt für jeden Bediensteten seinen Beruf, seinen Pool und für die Bediensteten, die eine Stelle als Direktor besetzen, ihre Zuweisung fest.

§ 3 - Bis zur Bezeichnung der Mandatsträger sind die Bediensteten, die in den einem Mandat unterliegenden Stellen endgültig ernannt oder darin für die Ausübung einer höheren Funktion oder ad interim bezeichnet sind, Mitglieder des Direktionsausschusses.»

**Art. 7** - In Artikel 313 desselben Erlasses wird der folgende Paragraph anstelle des ehemaligen Paragraphen 2 der durch den Urteil des Staatsrates Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, eingefügt:

§ 2 - Die Anwerbungsverfahren, für die die Bekanntmachung von für offen erklärten Stellen vor dem 1. Januar 2004 stattgefunden hat, werden auf der Grundlage des Erlasses vom 17. November 2004 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region und der auf der Grundlage von Artikel 8 § 2 dieses Erlasses ergriffenen abweichenden Maßnahmen weitergeführt».

**Art. 8** - Ein Artikel 316 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass anstelle des ehemaligen Artikels 316 der durch den Urteil des Staatsrates Nr. 162.616 vom 22. September 2006 für nichtig erklärt wurde, eingefügt: «Art. 316 - Außer dem Fall einer Zurückstufung im Dienstgrad werden folgende Personen, endgültig als Inhaber des Direktionszeugnisses betrachtet:

1° der Direktor, der auf Grundlage der dem vorliegenden Erlass vorhergehenden Bestimmungen ernannt wurde;

2° die Bediensteten, die die Prüfung zur Beförderung zum Dienstgrad eines Direktors bestanden haben, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region organisiert wurde;

3° die Bediensteten, die Inhaber eines Dienstgrades des Rangs 11 oder eines Dienstgrades des Rangs 12 waren und ein Dienstalder von mindestens neun Jahren in der Stufe 1 vorweisen können».

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass wird am 1. März 2007 wirksam.

**Art. 10** - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 22. März 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1427

[2007/200979]

**22 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herwerking van verscheidene, door de Raad van State vernietigde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 januari 2004, 1 april 2004, 27 mei 2004, 15 april 2005, 19 mei 2005, 7 juli 2005, 23 februari 2006 en 31 augustus 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 maart 2007;  
Gelet op protocol nr. 476 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 25 januari 2007;  
Gelet op advies nr. 42.233/2 van de Raad van State, gegeven op 26 februari 2007 overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;  
Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 80 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode worden volgende leden ingevoegd in de plaats van de voormalige leden 3 en 4, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 162.616 van 22 september 2006 :

« De ambtenaar dient aan alle voorwaarden te voldoen die bepaald zijn bij dit boek I om een betrekking bedoeld in het eerste lid te bekleden. Hij krijgt geen nieuwe benoeming. Hij wordt door de Regering aangesteld op de datum van de opname, in afwijking van de bepalingen van titels II en III van dit boek.

De modaliteiten van dit boek met betrekking tot de overdracht gelden mutatis mutandis voor de opgenomen personen. »

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt, in de plaats van het voormalig artikel 115, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 162.616 van 22 september 2006, een artikel 115 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 115. § 1. De Regering bepaalt in de oproep tot de kandidaten :

1° het aantal proeven en proefgedeelten, evenals hun inhoud;

2° het aantal punten dat aan het geheel van het vergelijkend examen toegewezen wordt, evenals aan elke proef en elk proefgedeelte;

3° in voorkomend geval, het maximaal aantal kandidaten die toegelaten worden op het einde van de eerste proef.

Als meerdere kandidaten een gelijk puntenaantal hebben voor de toewijzing van de laatste plaats, wordt het maximaal aantal toegelaten kandidaten in hun voordeel verhoogd;

4° het of de diploma's of studiegetuigschriften die vereist zijn, gevolgd door de vermelding "of ander gelijkwaardig diploma of studiegetuigschrift".

§ 2. De kandidaten dienen minstens vijftig procent van de punten op elke proef en elk proefgedeelte te behalen en minstens zestig procent van de punten voor alle proeven.

§ 3. Voor de proeven en proefgedeelten waarvan de verbetering geautomatiseerd verloopt kan de jury niet zonder motivering het verkregen puntenaantal afronden.

§ 4. De kandidaten worden in de reserve gerangschikt op grond van het totaal aantal punten die zij op alle basisproeven verkregen hebben. Bij gelijk puntenaantal wordt de oudste kandidaat eerste gerangschikt. »

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt, in de plaats van het voormalig artikel 173, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 162.616 van 22 september 2006, een artikel 173 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 173. Elke hiërarchische meerdere kan een tuchtvordering instellen en een voorlopig voorstel formuleren tot terechtwijzing, berisping, inhouding van wedde, strafmutatie, terugzetting in graad, ontslag van ambtswege of afzetting. Daarbij voegt hij het verslag van het verhoor van de aan de tuchtregeling onderworpen ambtenaar, dat behoorlijk ondertekend wordt door deze, door de ambtenaar die de straf voorstelt en door degene die als secretaris optrad tijdens het verhoor.

De secretaris is houder van een graad ten minste gelijk aan die van de ambtenaar onderworpen aan de procedure.

Het voorlopige voorstel wordt doorgezonden aan de voorzitter van het directiecomité via de hiërarchische weg.

De ambtenaar die een verhoor bijwoont is tot geheimhouding gedwongen. »

**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt, in de plaats van het voormalig artikel 174, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 162.616 van 22 september 2006, een artikel 174 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 174. § 1. Elk definitief voorstel tot terechtwijzing of berisping wordt opgemaakt door de hiërarchische meerdere van de ambtenaar of door de ambtenaar-generaal die het voorlopige voorstel heeft uitgebracht.

§ 2. Elk definitief voorstel tot inhouding van wedde, strafmutatie, terugzetting in graad, ontslag van ambtswege of afzetting wordt opgemaakt door het directiecomité. »

**Art. 5.** In artikel 234 van hetzelfde besluit wordt volgend lid ingevoegd in de plaats van voormalig lid 2, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 162.616 van 22 september 2006 :

« De ambtenaar aan wie een weddeschaal A6S of A5S toegekend wordt, die erom verzoekt een ander beroep uit te oefenen dan hetgeen waarvoor weddeschalen A6 of A5 voorzien zijn, verliest het voordeel van de weddeschalen A6S of A5S zodra hij dat ander beroep uitoefent.

Dit lid is niet toepasselijk op de ambtenaar die erom verzoekt het beroep van preventie-adviseur van eerste niveau uit te oefenen. »

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt, in de plaats van het voormalig artikel 310, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 162.616 van 22 september 2006, een artikel 310 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 310. § 1. De op 1 januari 2004 lopende bevorderingsprocedures worden voortgezet op grond van de bepalingen die daarop toepasselijk waren vóór 1 januari 2004.

§ 2. Voor wat betreft de eerste toekenning van de bevorderingen onder deze Code gelden volgende bepalingen.

Binnen tien dagen na de inwerkingtreding van deze Code betekent de secretaris-generaal :

1° aan elke ambtenaar een voorstel waarin zijn beroep en zijn pool op grond van de uitgeoefende functie worden vastgelegd;

2° hun aanstelling volgens de vigerende personeelsformatie aan de ambtenaren die een betrekking van directeur bekleden;

3° aan de Regering een ontwerp-besluit waarin het geheel van de per pool en per rang ingedeelde voorstellen opgenomen is, alsook de aanstelling van de ambtenaren die een betrekking van directeur bekleden.

De ambtenaar die zich benadeeld acht, kan binnen tien dagen na de kennisgeving een gemotiveerd bezwaar indienen bij de Minister van Ambtenarenzaken.

De Regering bepaalt het beroep, de pool en de aanstelling van elke ambtenaar die een betrekking van directeur bekleedt.

§ 3. Tot en met de aanwijzing van de mandatarissen zijn de ambtenaren die in vast dienstverband benoemd zijn in de aan een mandaat onderworpen betrekkingen of die erin aangesteld zijn voor de uitoefening van hogere functies lid van het Directiecomité. »

**Art. 7.** In artikel 313 van hetzelfde besluit wordt, in de plaats van voormalige § 2, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 162.616 van 22 september 2006, volgende paragraaf ingevoegd :

« § 2. De wervingsprocedures waarvoor de vacantverklaringen plaatsvonden vóór 1 januari 2004 worden voortgezet op grond van het besluit van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest en van de afwijkingsbepalingen genomen op grond van artikel 8, § 2, van dit besluit. »

**Art. 8.** Er wordt, in de plaats van voormalig artikel 316, vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 162.616 van 22 september 2006, een artikel 316 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 316. Behoudens het geval van terugzetting in graad worden geacht definitief houder te zijn van het directiebrevet :

1° de directeur benoemd op grond van de bepalingen die in werking waren voor dit besluit :

2° de ambtenaren die geslaagd zijn voor het examen tot bevordering in de graad van directeur, ingericht overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

3° de ambtenaren die houder zijn geweest van een graad van rang 11 of van een graad van rang 12 en die een anciënniteit bezitten van minstens negen jaar in niveau 1 op 1 januari 2004. »

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 maart 2007.

**Art. 10.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 maart 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

## MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2007 — 1428

[2007/200976]

### 15 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique de la Meuse aval

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment l'article D.53;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 novembre 2002 approuvant une méthodologie de détermination des zones inondables en Région wallonne;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 adoptant le Plan P.L.U.I.E.S.;

Considérant que la Région wallonne doit transmettre la carte des zones à risque au sens de l'arrêté royal du 12 octobre 2005 déterminant les critères sur la base desquels les Régions doivent formuler leurs propositions en matière de délimitation des zones à risque; que les zones d'aléa d'inondation de valeur élevée de la présente cartographie respectent ces critères;

Considérant que la participation du public est assurée par des enquêtes de terrain associant les riverains, les services gestionnaires des cours d'eau, la Division de la Nature et des Forêts, les wateringues, les administrations communales, les services de secours, les contrats de rivières et les associations de pêcheurs;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article unique.** Le Gouvernement adopte la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique de la Meuse aval ci-annexée.

Namur, le 15 mars 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN